

Théo BRAUN

M. R. P.

1ère circonscription Strasbourg Nord-Sud

Electrices, Electeurs,

Le référendum du 28 octobre 1962 a placé beaucoup de citoyens devant un cas de conscience difficile. La majorité de l'Assemblée Nationale a censuré le Gouvernement parce que la procédure choisie pour modifier la Constitution était irrégulière. Mais sur la proposition elle-même - l'élection du Président de la République au suffrage universel - beaucoup de ceux qui ont voté la censure étaient d'accord. Maintenant que la question est tranchée, il ne sert à rien de prolonger une controverse qui a dangereusement divisé les Français.

Il faut préparer l'avenir

Il faut réaliser une **union aussi large que possible** pour fortifier **l'autorité de l'Etat** et la sauvegarde des **libertés démocratiques.** Ce double but peut et doit être atteint **dans le cadre de la Constitution de 1958 proposée par le Général de Gaulle et approuvée par le peuple.** Cette Constitution repose sur trois piliers : le **Président de la République, arbitre suprême** - le **Gouvernement** qui détermine et conduit la politique de la nation - le **Parlement,** qui représente la nation, contrôle le Gouvernement et vote les lois. C'est dans **l'équilibre entre ces trois pouvoirs** que réside la garantie contre l'aventure dictatoriale et contre l'anarchie.

Nous sommes

contre le retour à la IVe République

qui avait donné trop de pouvoirs au Parlement, ce qui a conduit à l'instabilité gouvernementale et à l'affaiblissement de l'Etat. Le **M. R. P. a été le premier** à proposer, dès 1956, un projet de réforme de l'Etat, qui visait à donner au Gouvernement **force et stabilité.** Plusieurs dispositions de ce projet ont été reprises dans la Constitution de 1958. Nous demeurons **résolus à participer loyalement au fonctionnement des institutions de la V. République présidée par le Général de Gaulle, tout en restant fidèles à ses principes** et à nos positions sur les questions essentielles. **Nous ne sommes pas des suiveurs aveugles, qui abdiquent toute liberté de jugement et renoncent à toute volonté propre. Nous voulons prendre nos responsabilités en hommes libres.** En particulier nous continuerons à lutter

pour l'Europe unie.

Robert Schuman, le premier, à partir de 1950, a entrepris de construire la Communauté européenne fondée sur la réconciliation franco-allemande. Le R. P. F. - prédécesseur de l'U. N. R. - a combattu cette politique. Nous voulons qu'elle soit poursuivie et que l'oeuvre soit couronnée par l'institution d'une autorité politique européenne. Les rencontres entre Chefs d'Etat et Ministres sont utiles, mais elles ne suffisent pas. Il faut faire de l'Europe une entité organique, capable de **survivre aux hommes qui passent** et de préserver les peuples contre toute rechute dans le nationalisme qui, tôt ou tard, conduit à la guerre.

Qui est Théo BRAUN

Agé de 42 ans, marié, père de deux enfants. Depuis 20 ans, il a été respectivement dirigeant de mouvements de jeunesse, puis syndicaux. Depuis 1947 il est Président des Caisses Régionales de Sécurité Sociale, où son activité est bien connue par les assurés, les rentiers, les invalides. Depuis 12 ans, il est Membre du Conseil National Economique dans lequel il est Président de la Section des Institutions Internationales et du Commerce extérieur. Depuis 1957, il est Membre du Conseil National Economique de la Communauté Economique Européenne.

En 1957, il fut le principal artisan des retraites complémentaires et fut élu Président fondateur de l'U.N.I.R.S.

En 1961, il obtint, par une convention nationale avec le Patronat, la retraite complémentaire pour 7 millions de salariés.

Pour la sécurité de la France

Il faut résister aux tentations de l'orgueil national qui pourraient nous conduire à relâcher les liens qui nous unissent à nos alliés et particulièrement aux Etats-Unis d'Amérique. **Les événements de Cuba** ont montré une fois de plus que la sécurité du monde libre repose principalement sur la force et la détermination des Etats-Unis qui, par le Pacte atlantique, se sont engagés à nous secourir en cas de danger. C'est par une **défense commune** dans le cadre atlantique ou au moins dans le cadre européen que nous pouvons protéger notre pays et **consolider la paix**, non par la création d'une force atomique nationale qui sera beaucoup trop faible pour être efficace, bien qu'elle nous coûte très cher.

Pour l'expansion économique et la justice sociale

L'expansion économique doit se poursuivre dans la **stabilité de la monnaie**. Ses fruits doivent bénéficier équitablement à toutes les catégories de la nation, selon les exigences de la justice sociale. Il faut en particulier accroître dans toute la mesure du possible la part des **familles** et des **vieux** qui ont été défavorisés jusqu'à présent. Ces objectifs ne peuvent être atteints que dans le cadre d'un Plan national à l'élaboration duquel doivent être associées toutes les catégories professionnelles et sociales. Il doit en être de même pour les plans régionaux ; nous proposons l'institution d'un **Conseil économique et social dans chaque région.**

Pour l'Alsace

l'ouverture du Marché Commun Européen a créé des chances nouvelles de développement. L'utilisation vigoureuse par le Conseil Général du Bas-Rhin, sous l'impulsion de sa majorité M. R. P., des méthodes et des instruments de **l'action économique régionale** créés par **Pierre PFLIMLIN** lorsqu'il était Ministre des Finances et des Affaires Economiques (décrets du 30 juin 1955) a contribué à redresser la situation économique dans notre Département. Au cours des cinq dernières années, environ 9.300 emplois nouveaux ont été créés dans le Bas-Rhin.

Pour notre Jeunesse

qui sera de plus en plus nombreuse au cours des prochaines années, il faut que l'expansion économique continue. **20.000 emplois devront être créés dans le Bas-Rhin** avant 1970. Des écoles techniques, des centres de formation professionnelle, des lycées devront être construits.

Pour Strasbourg

Il faut :

— Assurer à nos travailleurs le plein emploi, une augmentation du niveau de vie, notamment par une politique d'investissement dynamique.

— Aider nos commerçants et nos artisans à faire l'effort de modernisation et d'adaptation qui leur permettra de soutenir la concurrence étrangère.

— Agir pour que Strasbourg bénéficie à plein, en matière de transports et d'échanges, de sa situation l'amélioration des liaisons ferrovières, routières et aériennes.

— Poursuivre les efforts pour construire des logements, l'équipement social, culturel et sportif.

— Offrir aux rapatriés d'Algérie les meilleurs conditions d'intégration dans l'économie nationale.

— que Strasbourg devienne la capitale d'Europe.

- **Pour une démocratie moderne**
- **Pour une Europe Unie**
- **Pour le Progrès social**

Vous voterez **Théo BRAUN**

Conseiller Municipal — Conseiller Général
Membre du Comité National Economique

Me Marcel RUDLOFF Suppléant

Avocat



Me Marcel RUDLOFF

M. R. P.

I. Wahlkreis Strasbourg Nord-Sud

Wählerinnen! Wähler!

Das Referendum vom 28. Oktober 1962 hat viele Bürger vor eine schwierige Gewissensfrage gestellt. Die Mehrheit der Nationalversammlung hat die Regierung getadelt, weil das für die Verfassungsänderung gewählte Verfahren gesetzeswidrig war. Mit dem Vorschlag selbst - Wahl des Präsidenten der Republik durch das Volk - Waren jedoch viele, die für den Tadel stimmten, einig. Da nun die Frage entschieden ist, ist es nicht angebracht, eine Diskussion weiterzuführen, die das französische Volk auf gefährliche Weise gespalten hat.

Der Weg in die Zukunft

muss nun gebahnt werden durch **Einigung aller Kräfte** für Stärkung der **Staatsautorität** und Schutz der **demokratischen Freiheiten.** Dieses doppelte Ziel kann im Rahmen der **Verfassung von 1958**, welche **von General de Gaulle vorgeschlagen und vom Volke gutgeheissen** wurde, erreicht werden. Diese Verfassung beruht auf drei Grundpfeilern : **Der Präsident der Republik als oberster Schiedsrichter - die Regierung** bestimmt und leitet die nationale Politik - **das Parlament** vertritt das Volk, kontrolliert die Regierung und macht die Gesetze. Das **Gleichgewicht** unter diesen drei Gewalten **schützt das Land vor Diktatur und Anarchie.**

Wir sind

gegen den Rückfall in die 4. Republik

welche dem Parlament zu viel Befugnisse gegeben hatte, was zur Ministerstürzerei und zur Schwächung des Staates führte. Der M. R. P. hat als erster im Jahre 1956 eine **gründliche Staatsreform** vorgeschlagen, um der Regierung **mehr Stärke und Stabilität** zu verleihen. Mehrere Bestimmungen dieses M. R. P.-Projektes wurden in die Verfassung von 1958 übernommen. Wir sind entschlossen, auch weiterhin loyal an der Arbeit der V. Republik unter dem Vorsitz des Generals de Gaulle teilzunehmen. in Treue zu unseren Prinzipien und Stellungnahmen über Grundfragen. **Wir sind nicht blinde Mitläufer, die auf jedes eigene Urteil und jeden eigenen Willen verzichten.** Als freie Bürger wollen wir unsere Verantwortungen übernehmen. Insbesondere werden wir weiterkämpfen

für die Einheit Europas

Robert Schuman als erster hat 1950 begonnen, die europäische Gemeinschaft auf der Aussöhnung zwischen Frankreich und Deutschland aufzubauen. Der R. P. F., Vorgänger der U. N. R., hat diese Politik bekämpft. Wir wollen, dass sie weitergeführt wird und dass das Werk durch Errichtung einer politischen Autorität gekrönt wird. Begegnungen der Staatsoberhäupter und Minister sind gewiss nützlich, aber sie

Wer ist Théo BRAUN

42 Jahre alt, verheiratet und Vater zweier Kinder. Seit 20 Jahren hat er sowohl die Jugendorganisationen als auch gewerkschaftliche Organisationen geleitet.
Seit 1947, ist er Präsident der beiden regionalen Sozialversicherungskassen (Invalidenkasse und Alterskasse), wo seine Tätigkeit sehr wohl bei den Versicherten, den Rentenempfängern und den Invaliden bekannte und von ihnen anerkannt ist.
Seit 12 Jahren ist er Mitglied des Nationalen Wirtschaftsrates in welchem er als Präsident der Sektion der Internationalen Einrichtungen und des Aussenhandels vorsteht.
Seit 1957, ist er Mitglied des Nationalen Wirtschaftsrates der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft. Im gleichen Jahre 1957 war er der Hauptbefürworter der Zusatzpensionskassen und wurde als solcher Gründungspräsident der U.N.I.R.S. (National-Verband der Zusatzkassen für frühere Lohnarbeiter).
Im Jahre 1961 gelang es ihm mit dem französischen Arbeitgeberverband, im nationalen Rahmen die Zusatzpension auf 7 Millionen Versicherte auszudehnen.

genügen nicht. Europa muss eine **organische Einheit werden, welche die jetzt am Steuer befindlichen Männer überleben kann** und fähig ist, die Völker gegen Rückfall in den Nationalismus, der früh oder spät zum Kriege führt, zu bewahren.

Für die Sicherheit Frankreichs

müssen, trotz der Versuchungen des Nationalstolzes, die Bande, die uns mit unseren Alliierten, und besonders mit den Vereinigten Staaten von Amerika verbinden, nicht gelockert sondern gefestigt werden. **Die Ereignisse in Kuba** haben einmal mehr gezeigt, dass die Sicherheit der freien Welt auf der Stärke und der Entschlusskraft der Vereinigten Staaten beruht, die sich durch den Atlantik-Pakt verpflichtet haben, uns im Notfalle zu verteidigen. Nur durch eine **gemeinsame Verteidigung** im atlantischen oder zu mindest im europäischen Rahmen kann unser Land beschützt und **der Frieden gefestigt** werden, nicht durch Schaffung einer nationalen Atomwaffe, die viel zu schwach ist um wirksam zu sein, wenn sie uns auch viel Geld kostet.

Für Wirtschaftsentwicklung und soziale Gerechtigkeit

Die wirtschaftliche Entwicklung muss weitergehen, unter Wahrung der **Stabilität des Frankens.** Ihre Früchte müssen in gerechter Weise allen Kategorien des Volkes zugute kommen. Insbesondere sollen so bald wie möglich die Anteile der **Familien** und der **alten Leute erhöht** werden, die bis jetzt nicht genug berücksichtigt worden sind. Diese Ziele können nur im Rahmen eines nationalen Planes erreicht werden, an dessen Ausarbeitung Vertreter **aller Stände und Berufskategorien** mitwirken sollen. Das Gleiche gilt für die regionalen Aktionsprogramme; unser Vorschlag : Errichtung eines **Sozialen Wirtschaftsrates in jeder Region.**

Für das Elsass

hat der Gemeinsame Europäische Markt neue Entwicklungsmöglichkeiten gegeben. Ausserdem hat der Generalrat des Bas-Rhin, unter dem Impuls seiner M.R.P.-Mehrheit, die von **Pierre PFLIMLIN,** als er Wirtschafts- und Finanzminister war, durch die Gesetzesdekrete vom 30. Juni 1955 geschaffenen Instrumente für die **regionale Wirtschaftspolitik** aufs wirksamste verwendet. Durch Einpflanzung neuer Industrien wurden in unserem Departement in den letzten fünf Jahren **9.300 neue Arbeitsplätze** geschaffen.

Für unsere Jugend

die in den nächsten Jahren immer zahlreicher sein wird, muss der wirtschaftliche Fortschritt weitergehen. **20.000 Arbeitsplätze** müssen bis 1970 im Bas-Rhin gegründet werden. Es müssen noch zahlreiche **Schulen** für technischen Unterricht und berufliche Ausbildung sowie höhere Lehranstalten gebaut werden.

Für Strasbourg

Es muss unserer Arbeiterschaft die Vollbeschäftigung gesichert werden, und der Lebensstandard der Bevölkerung erhöht werden.

Unsern Kaufleute und unsern Handwerkern muss geholfen werden bei der Modernisierung und der Anpassung an die neuen wirtschaftlichen Bestimmungen, damit ihnen erlaubt sei der fremden Konkurrenz wirksam zu begegnen.

Es muss gehandelt werden, damit Strasbourg in Bezug auf die Transport- und Austauschmöglichkeiten aus seiner bevorzugten Lage, als Zentrum des Vereinigten Europas, den grösstmöglichen Nutzen zieht. Dieses erheischt die Modernisierung der Schiffahrtwege, den Ausbau, der Verbindung Rhein-Rhone sowie die Verbesserung der Bahn- und Strassenverhältnisse.

Die Bemühungen im Wohnungsbau, im Ausbau der Sozialeinrichtungen sowie im kulturellen und sportlichem Bereich müssen weiter fortgesetzt werden.

Den Algerienheimkehrern müssen die besten Möglichkeiten geboten werden, sich in die nationale Wirtschaft einzufügen.

Mit allen Kräften dafür zu arbeiten, dass Strasbourg zur Europahauptstadt wird.

- **Für eine moderne Demokratie**
- **Für ein vereintes Europa**
- **Für den sozialen Fortschritt**

Wählt **Théo BRAUN**

Conseiller Municipal — Conseiller Général
Membre du Comité National Economique

Me Marcel RUDLOFF Stellvertreter

Avocat

S. E. B. A.

Vu les candidats.